

## Moyen-Orient et Afrique du Nord

### Évolutions récentes

**Avant le début des troubles politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les pays en développement de la région se tenaient prêts à améliorer leurs performances économiques en 2011/2012, enregistrant une croissance de leur PIB proche de 5 %.**<sup>1</sup> En effet, le manque de connexions internationales étroites avec le secteur financier et le commerce des marchandises hors pétrole ont permis à ces pays<sup>2</sup> de subir des impacts négatifs moins forts de la crise financière et de la récession mondiale de 2008/2009 que les autres régions en développement. Mais la reprise de 2010 a déçu, la croissance régionale étant inférieure aux attentes de seulement 3.1 %, soit la croissance la plus faible des régions en développement lors d'une année de forte progression des pays en développement.

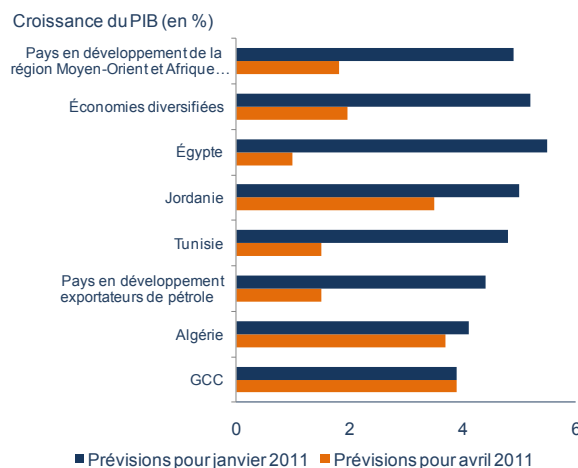
*Le Printemps Arabe.* Les révolutions et les troubles ont perturbé l'activité économique au sein de la plupart des pays de la région lors des premiers mois de 2011 et continueront de peser sur la croissance de plusieurs pays pendant au moins un an, voire plus. La hausse des prix du pétrole (étroitement liée aux évolutions de la région Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord) sera une aubaine pour les pays de la région où les troubles ont été moins prononcés et sera un frein à la croissance pour d'autres. La hausse des prix alimentaires nuira de plus en plus aux balances commerciales extérieures de l'ensemble des pays. Les impacts économiques et sociaux devraient être substantiels à court terme, en effet la production, le commerce, les services et les autres éléments de l'activité économique se sont inscrits en baisse et les recettes fiscales, le tourisme et les IDE sont de plus en plus menacés. Les consommateurs seront davantage affectés par le regain d'inflation, lié notamment à l'évolution des cours du pétrole et des produits alimentaires.

En tenant compte des évolutions actuelles et

anticipées pour 2011, une comparaison des prévisions de janvier 2011 avec les prévisions revues en avril mène à une conclusion qui donne à réfléchir. La croissance du PIB de la région en développement devrait subir un recul de 3.1 points de pourcentage sur l'année, contre des gains de 4.9 % prévus en janvier à des gains de 1.8 % prévus en avril.<sup>3</sup> Parmi les pays les plus durement touchés figurent l'Égypte (en recul de 4.5 points de pourcentage), la Tunisie (3.3 points) et la Jordanie (1.5 point (figure MNA.1).

Les évolutions politiques et économiques des pays où les protestations et les réponses des autorités se sont produites le plus tôt - Tunisie et Égypte - pourraient jouer un rôle prépondérant au niveau des performances de la région. Comme l'ont attesté les premiers mois de 2011, plusieurs réponses politiques sont apportées au sein du monde arabe. Des progrès sont probables dans des pays tels que la Tunisie ainsi que pour les monarchies (Jordanie et Maroc) où la pression populaire continuera de bénéficier des canaux bien établis pour s'exprimer. D'après la Banque Mondiale, si ces événements politiques et ces effets économiques externes sont suivis de

**Figure MNA.1 La croissance du PIB a fléchi de 3,1 points en 2011 pour les pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord**



Source : Unité de Réduction de la Pauvreté et de Gestion Économique du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, Banque mondiale and Economic Management Unit, World Bank.

transitions importantes vers de meilleures structures de gouvernance, ils devraient offrir l'occasion unique de changer le paysage politique et social du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (tableau MNA.1).<sup>4</sup>

Caractéristiques des troubles politiques et économiques en 2011. A l'exception de plusieurs économies du GCC, chaque pays de la région a été affecté à divers degrés par le Printemps Arabe. Évolutions économiques importantes observées et prévues en 2011 :

- Les cours du pétrole devraient demeurer élevés sur fond de crise libyenne et des craintes de marché concernant les perturbations de l'approvisionnement imputables aux troubles dans les grands pays exportateurs de pétrole,

- Les exportateurs de pétrole les moins touchés par les protestations (comme l'Algérie, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les EAU) devraient recevoir une manne importante issue de la hausse des cours du pétrole, mais les recettes fiscales seront diminuées par l'utilisation des fonds destinés aux plans financiers devant répondre aux problèmes sociaux ;
- Les pays importateurs de pétrole rencontreront des difficultés - notamment ceux qui choisissent d'accorder des subventions à l'énergie et aux produits alimentaires. La hausse du prix des produits alimentaires accentuera les pressions inflationnistes.
- L'Égypte, la Tunisie, la Libye et potentiellement la Syrie, seront les plus

**Tableau MNA.1 Sommaire des prévisions pour la région de Moyen-Orient et l'Afrique du Nord**

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) □

	98-07 <sup>a</sup>	2008	2009	Estimations		Prévisions	
				2010	2011	2012	2013
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	4.1	3.7	2.8	3.1	1.9	3.5	4.0
PIB par habitant, \$ constants	2.6	1.9	1.1	1.5	0.2	1.9	2.3
PIB en PPA <sup>c</sup>	4.3	4.1	3.1	3.0	1.7	3.6	4.0
Consommation privée	4.4	5.1	4.5	4.4	3.2	3.5	4.2
Consommation publique	3.2	9.1	12.6	8.3	8.6	7.3	7.0
Investissement en capital fixe	6.0	7.7	1.0	-3.8	-2.4	3.4	5.9
Exportations, BSNF <sup>d</sup>	5.2	4.6	-4.9	4.6	3.7	4.4	2.0
Importations, BSNF <sup>d</sup>	7.1	11.4	-7.8	3.6	2.4	6.9	7.1
Exportations nettes, contribution à la croissance	-0.2	-2.2	1.0	0.4	0.5	-0.7	-1.7
Solde courant, en % du PIB	7.5	7.7	-1.1	1.4	5.6	5.7	4.3
Déflateur du PIB, valeur médiane	4.8	12.2	3.0	5.5	11.5	7.3	5.3
Équilibre budgétaire, % du PIB	-1.0	-0.3	-4.1	-4.3	-3.2	-2.3	-1.8
<b>Pour Mémoire: PIB</b>							
Région géographique Moyen-Orient et Afrique du Nord <sup>e</sup>	3.8	4.4	1.5	3.2	2.8	3.8	4.1
Ressources limitées - Main d'œuvre abondante <sup>6</sup>	4.1	6.6	4.8	4.5	2.5	4.0	5.0
Ressources abondantes - Main d'œuvre abondante <sup>7</sup>	4.2	1.8	1.4	2.2	1.4	3.2	3.2
Ressources abondantes - Imp. de main d'œuvre <sup>f</sup>	3.4	5.3	0.0	3.3	4.0	4.2	4.3
République arabe d'Égypte	4.3	7.2	4.7	5.2	1.0	3.5	5.0
République islamique d'Iran	4.9	1.0	0.1	1.0	0.0	3.0	3.0
Algérie	3.5	2.4	2.4	3.3	3.7	3.6	3.5

Source : Banque mondiale.

a. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes

b. PIB en dollars constants de 2005.

c. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat.

d. Exportations et importations, BSNF.

e. La région géographique comprend les pays à revenu élevé suivants : L'Arabie saoudite, Barheïn, Koweït et le sultanat d'Oman.

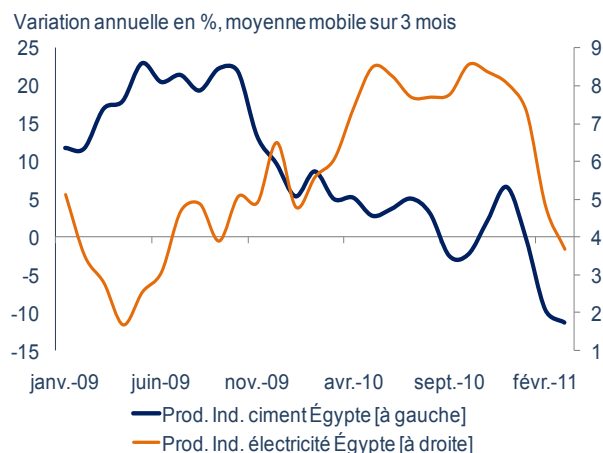
f. Certains pays de la CCG: L'Arabie saoudite, Barheïn, le sultanat d'Oman et le Koweït.

touchées, en effet les incertitudes persistantes, les perturbations économiques et la chute des recettes touristiques pèsent sur la croissance des deux premiers, tandis que la Libye et dans une moindre mesure la Syrie, pourraient faire face à des violences prolongées ou à une guerre civile. Ces pays qui ont connu les protestations les plus longues pâtiront d'un recul de la croissance avec des investissements qui seront négativement affectés.

**La croissance des pays en voie de développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a fléchi au second semestre 2010 et sur toute l'année. Les premiers indices pour 2011 indiquent un ralentissement significatif**

Le fort rebond initial du commerce et de la production à l'échelle internationale, notamment parmi les principaux partenaires commerciaux européens de la région et la hausse des cours du pétrole ont été à la base de la progression du PIB des pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au premier semestre 2010. Mais une pause mondiale de la croissance de la production au troisième trimestre et le recul de la demande en Europe au second semestre 2010, sont passés au premier plan (voir Texte principal) et ont pesé sur les exportations hors pétrole de la région vers l'Europe, ont ralenti

**Figure MNA.2a Égypte : Premiers indicateurs de perturbation de l'activité économique**



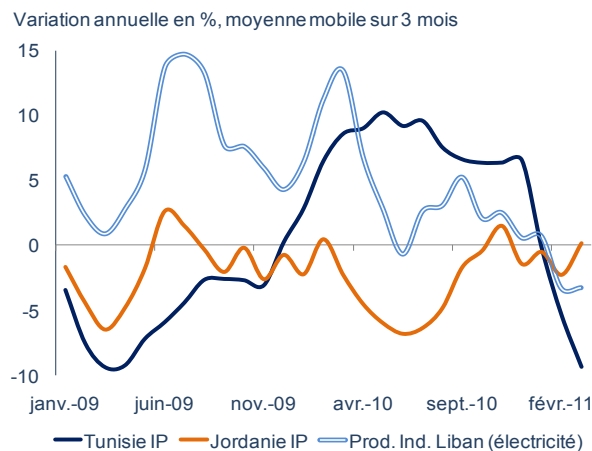
Source : CAPMAS Égypte, par Haver Analytics .

l'afflux de touristes jusque là conséquent, tout en pesant sur les transferts d'argent vers le Maghreb et l'Égypte en particulier. Ces évolutions ont précédé le début des troubles populaires du début 2011.

La *production industrielle* des économies diversifiées (substituée dans certains cas par la production électrique) a ralenti après la progression rapide du début 2010, avant de reculer assez fortement lors du premier trimestre 2011<sup>5</sup>. A titre d'exemple, la production égyptienne de ciment a réagi à la baisse de la demande locale et étrangère, passant d'une croissance de 20 % fin 2009 à une baisse moyenne de 15 % au cours du premier trimestre 2011 ; selon des données lissées, la production de ciment a chuté de 11.3 % en mars (moyenne mobile sur 3 mois, en variation annuelle). A l'inverse, le recul de la production électrique égyptienne souligne les effets initiaux des manifestations pour les réformes au Caire et des perturbations générales de l'activité économique. La croissance de la production a été divisée par deux, passant de 8 % début 2010 à moins de 4 % au cours du premier trimestre (figure MNA.2a)

Parmi les autres économies diversifiées, la production manufacturière en Tunisie s'est bien comportée jusqu'à fin 2010, mais en mars 2011, celle-ci a reculé de 9.3 % sur une base lissée (en variation annuelle), tandis que la production de

**Figure MNA.2b: L'activité commence à fléchir également dans d'autres économies diversifiées**

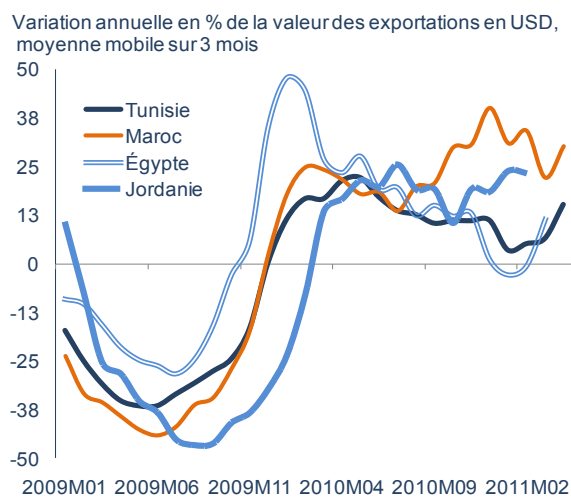


Source : Agences nationales, par Haver Analytics .

textile et de vêtements enregistrait un déclin plus marqué de l'ordre de 15 %. Le Liban a été victime d'un recul de la croissance de sa production lors du second semestre 2010, imputable à un recul cyclique après une période d'expansion sans précédent, notamment de la construction et de l'immobilier. Les développements dans la région et les incertitudes concernant les évolutions politiques dans le pays ont entraîné un ralentissement de la production électrique de 3.3 % au cours du premier trimestre (en variation annuelle) ; le rythme de récupération de la croissance de la production en Jordanie est devenu plus volatil tout en repassant en territoire positif en mars (figure MNA.2b).

*Commerce de marchandises.* Les conditions du marché ont été difficiles pour le groupe diversifié, les principales destinations des exportations de l'Union Européenne accusant une croissance atone du PIB et une faible demande d'exportations de la région. Mais la plupart des données récentes suggèrent une reprise de la croissance des exportations dans plusieurs pays, un bon point dans la situation actuelle. Reflet presque parfait des tendances de la production, les exportations égyptiennes sont passées d'une croissance de près de 25 % au début 2010 à une légère baisse en février 2011

**Figure MNA.3 Ralentissement général des exportations parmi les économies diversifiées dans la seconde moitié de 2010 et au début de 2011**

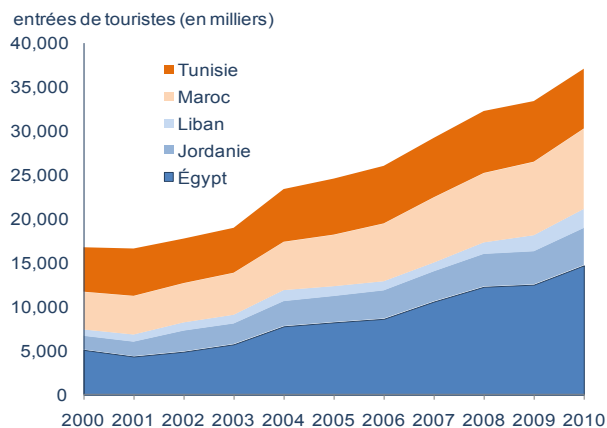


Sources : Agences nationales par Haver Analytics, Tunisie : INS, Maroc : Douanes, Égypte : CAPMAS, et Jordanie : DoS.

(lissée, variation annuelle), et de signes positifs vers une reprise vigoureuse en mars pour atteindre un rythme annuel lissé de 11 % en variation annuelle. Les exportations libanaises ont chuté de 8 % en mars, contre une hausse de 20 % au printemps 2010. En Tunisie, les expéditions de textile et de vêtements ont chuté d'environ 7.5 % en mars (sur une base lissée, en variation annuelle), s'agissant ici d'une conséquence possible des problèmes d'approvisionnement dans la production et d'un recul de la demande sur les marchés d'exportation. Mais dans l'ensemble les exportations se redressent sensiblement avec une hausse de 15 % en avril. Les conditions ont été difficiles au Maroc et en Jordanie, mais ces deux pays ont enregistré une forte demande de leurs exportations, de l'ordre de 20 à 30 % conséquence de la demande mondiale élevée en phosphates (composants de base des engrais et d'autres marchandises et matériaux) (figure MNA.3)

Le tourisme, un des principaux moteurs de la région, a subi un impact économique négatif en 2011. Pour le Liban, le Maroc, la Tunisie, la Jordanie et l'Égypte ainsi que pour certains membres du GCC (Bahreïn et Émirats Arabes Unis), le tourisme international constitue un élément clé du PIB et des recettes fiscales. Le tourisme est directement et indirectement un facteur important de la croissance locale de l'emploi, tout en stimulant les investissements internes et étrangers dans le tourisme et les installations touristiques. Pour les économies du GCC, le tourisme est une voie importante vers la diversification. Avant le début des soulèvements politiques, le tourisme du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord était en plein essor, avec des flux en 2010 progressant de 10,2 % pour atteindre 98 millions de personnes ; quant à l'échantillon de pays de la figure MNA.4a, un bond de 11 % à 37 millions d'arrivées a été observé (premier volet, figure MNA.4a). Cette hausse représentait un rebond impressionnant après la récession de 2009, avec des flux touristiques en progression, contre une croissance de 3.5 % l'année précédente. Les performances égyptiennes ont été particulièrement remarquables, avec des arrivées

**Figure MNA.4a Boom du tourisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2010**

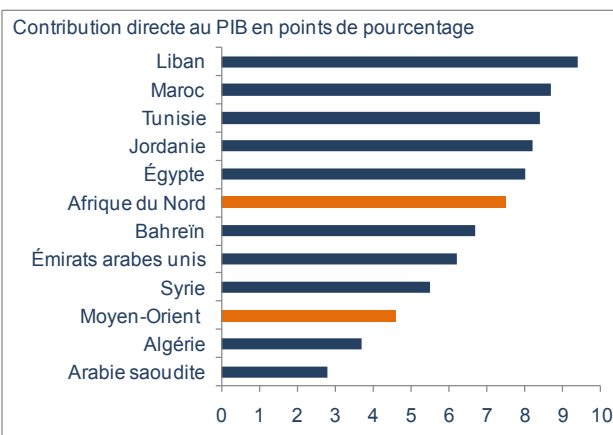


Sources : Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies et agences nationales.

en progression de 17.5 % accompagnées de recettes en hausse de 16.5 %.

S'agissant des développements en 2011, avec des chiffres portant seulement sur quelques mois de l'année, les arrivées touristiques semblent avoir fortement chuté. A titre d'exemple, l'Égypte a annoncé une baisse de 60 % des arrivées entre mars 2011 et mars 2010 ; la Tunisie a annoncé une baisse de 44 % au premier trimestre 2011, un fort contraste avec les niveaux de l'année précédente. Si elles se prolongeaient, des chutes des arrivées d'une telle ampleur (et des recettes correspondantes) pourraient peser fortement sur la croissance des pays où le tourisme représente une part significative du PIB (figure MNA.4b). Les estimations de la contribution directe du tourisme au PIB apparaissant sur le figure sont produites par le Conseil mondial du voyage et du tourisme (World Travel & Tourism Council ou WTTC), un groupe industriel travaillant en étroite collaboration avec l'Organisation Mondiale du Tourisme des Nations Unies (OMTNU).<sup>6</sup> En plus de l'impact direct du tourisme sur l'économie, les effets indirects peuvent également s'avérer significatifs, dans la mesure où le tourisme est un secteur intensif en main d'œuvre, avec de nombreuses interconnexions à d'autres segments de l'économie, de plus le tourisme a attiré de nombreux investissements nationaux et étrangers

**Figure MNA.4b Importante contribution du tourisme au PIB dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (2010)**



Sources : Organisation mondiale du tourisme et Banque mondiale.

ces dernières années.

Les chiffres moins favorables sur le tourisme égyptien et tunisien jusqu'à aujourd'hui, conjugués aux projections préliminaires de chute possible de 18 % des recettes de 2011 liées au tourisme en Égypte<sup>7</sup>, entraîneraient (à partir des facteurs d'impact du WTTC) une baisse directe du PIB annuel de 1.1 %. Les effets indirects et induits pourraient entraîner une baisse supplémentaire de 1.1 points du PIB, soit une contribution négative du tourisme de 2.2 points. Comme indiqué précédemment, la croissance égyptienne, avant et après le début du « Printemps arabe », a reculé de 4.5 points de croissance (voir figure MNA.1), indiquant que les facteurs hors tourisme (perturbation de la production et des autres activités économiques) peuvent correspondre aux 2.3 points restants du ralentissement. Un ensemble d'hypothèses similaires concernant les recettes/les arrivées touristiques en Tunisie, au Maroc ou au Liban aurait des résultats globalement similaires.

Les transferts d'argent vers cette région en développement ont diminué durant la récession mondiale de 2009 (comme pour l'ensemble des régions en développement) d'environ 7 % à 32,2 milliards USD, sur fond de détérioration des conditions de l'emploi dans les pays hôtes en Europe, au sein du GCC et ailleurs.<sup>8</sup> À cette

époque, les pays les plus durement touchés ont été l'Égypte et le Yémen, accusant tous deux un repli d'environ 18 %. Conjointement à la reprise dans la région et à l'étranger au premier semestre 2010, les transferts d'argent au cours de l'année ont progressé de 6.5 % (l'Égypte enregistrant une hausse de 8.1 % à 7.7 milliards USD), un chiffre plus élevé que la hausse de 5.6 % des pays en développement dans leur ensemble. A l'avenir, l'Unité Migration et Transferts d'argent de la Banque Mondiale estime que l'Égypte recueillera un léger gain de 0.8 % en 2011 tandis que les transferts d'argent vers la Tunisie reculeront de 2.5 %. Pour les pays en développement du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, les transferts d'argent progresseront de 3.5 %, soit la plus faible baisse dans ces régions, et enregistreront une reprise plus vigoureuse en 2012 (5.4 %), quoique toujours inférieure aux données historiques de la région (croissance de 14 % de 2000 à 2008).<sup>9</sup>

### Les fortes fluctuations des cours internationaux et des termes de l'échange ont diverses conséquences dans la région

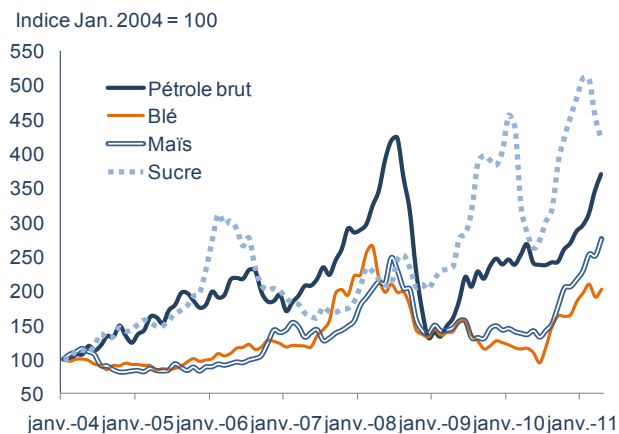
La hausse des incertitudes du marché concernant l'approvisionnement en pétrole, accentuée par l'interruption de la production de pétrole brut en Libye, a augmenté le prix du Brent à plus de 120 USD/baril en avril 2011, soit une hausse de 33 % par rapport aux niveaux de décembre 2010, la moyenne de la Banque mondiale étant de 116 USD/baril sur le mois (figure MNA.5 et Annexe sur les matières premières).<sup>10</sup> Plusieurs analystes en produits de base estiment que 20 USD/baril sur la hausse des prix sont liés aux tensions dans la région, le reste étant imputable à la forte demande mondiale en pétrole. Compte tenu de la fluidité persistante de l'économie politique de la région, les perspectives concernant les cours du pétrole brut restent incertaines. Or dans un scénario de base, le cours du pétrole devrait demeurer élevé, à 107 USD/baril en moyenne en 2011, se repliant légèrement en 2013 à 98 USD/baril.

L'accélération de la hausse du prix des produits alimentaires négociés à l'échelle internationale comme le maïs et le blé est liée en grande partie aux perturbations de l'approvisionnement, qui

conjugués à la hausse des prix du pétrole brut, exercent des pressions inflationnistes dans un nombre croissant de pays (figure MNA.5). Un facteur clé expliquant cette hausse des prix alimentaires, peut-être le plus important, concerne la hausse des coûts de production attribuables à l'augmentation des prix de l'énergie. Depuis juin 2010, les cours du blé ont progressé de 113 % et ceux du maïs de 109 %. Les cours du sucre avaient précédemment enregistré une tendance haussière (86 % de juin 2010 à janvier 2011), en raison de l'utilisation par le Brésil du sucre de canne dans les biocarburants entraînant une pénurie de sucre utilisé dans les produits alimentaires. Pour la région, les céréales (notamment le blé) et les importations de sucre représentent respectivement 58 et 75 % de la consommation intérieure. Pour ces seuls produits alimentaires, les coûts régionaux se sont élevés à 19 USD par habitant ou 0.3 % du PIB.<sup>11 12</sup>

En relation avec la hausse des cours du blé, du pétrole et des dépenses publiques qui ont accru la liquidité de ces économies, l'inflation s'est redressée dans les économies diversifiées et parmi les pays exportateurs de pétrole de la région. Dans les pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'inflation médiane s'est accélérée de 4 % en août 2010 à 5.1 % en février 2011 (en variation annuelle), avant de ralentir à 4.5 % en avril en raison d'un repli des cours des produits alimentaires. En

**Figure MNA.5 Doublement du blé, du maïs et du sucre par rapport à leur récent point bas....triplement du pétrole**



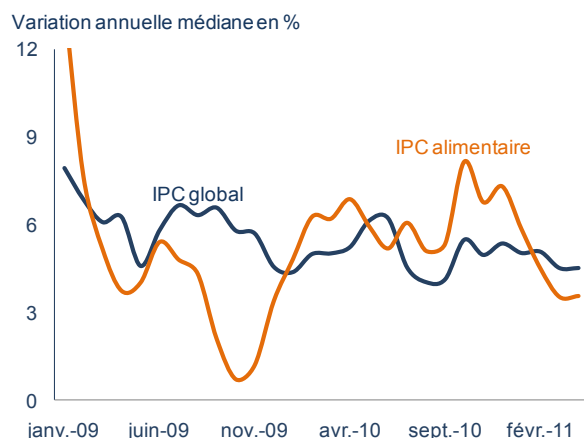
Source : Banque mondiale.

effet, les cours des produits alimentaires ont atteint un pic de 8.2 % en octobre 2010 avant de se replier à 3.6 % en avril 2011 (figure MNA.6a).

Le regain d'inflation diminue le pouvoir d'achat et pèse sur le rythme des dépenses de consommation des importateurs et des exportateurs de pétrole, accroissant les perturbations de l'activité économique et de la production, tout en pesant sur les ménages de la région. Plusieurs économies du groupe diversifié (Maroc et Tunisie) sont dépendantes de l'agriculture pluviale, avec des récoltes de blé souvent exposées à des conditions climatiques défavorables ; ces économies subissent actuellement une forte hausse de leurs factures d'importations et des effets de répercussion de l'inflation globale.

Pour les économies diversifiées, les cours des produits alimentaires ont tiré les prix de référence à la hausse pendant la majeure partie de l'année 2010, mais l'indice IPC des produits alimentaires a ralenti de 7.7 % en octobre, pour passer sous l'IPC global en février 2011. En avril, les prix des produits alimentaires progressaient en moyenne de 3.6 % au sein du groupe, contre une inflation générale de 4.5 % indiquant la probabilité d'une hausse des coûts locaux dans les pays en situation transitoire (Égypte, Tunisie et autres).

**Figure MNA.6a L'IPC des prix alimentaires dans les pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est maintenant inférieur à la valeur médiane de l'inflation globale**

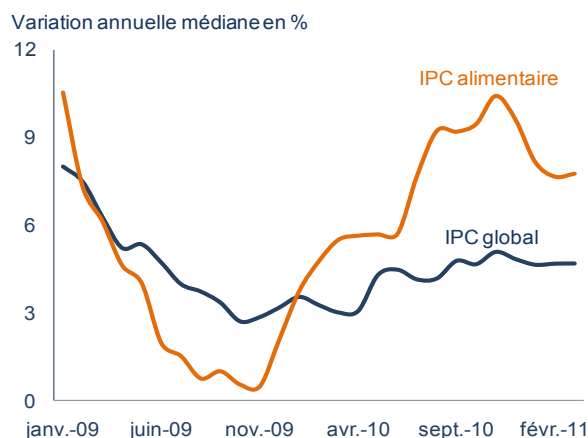


Sources : Banque mondiale; Haver Analytics.

Parmi les pays exportateurs de pétrole, l'inflation globale et des produits alimentaires s'est accélérée plus rapidement, compte tenu de la dépendance excessive des importations de denrées alimentaires et des produits d'alimentation animale dans un certain nombre de pays (figure MNA.6b). Concernant les pays exportateurs de pétrole (en voie de développement et du CCG), les prix alimentaires continuent de dépasser l'indice général des prix à la consommation, s'établissant à 7,8 % de plus que les niveaux de l'année précédente en mars 2011 alors que l'indice CPI s'établit en hausse à 4.7 %. La hausse des prix alimentaires concerne un large éventail de pays, du Bahreïn (2,7 % en mars (en variation annuelle)) à l'Arabie Saoudite (5 %), au Koweït (10 %), à l'Iran (26 %). L'évolution des prix en Iran, notamment depuis décembre 2010, s'explique par la conjugaison d'une hausse des prix internationaux des produits alimentaires et d'une suppression des subventions nationales.

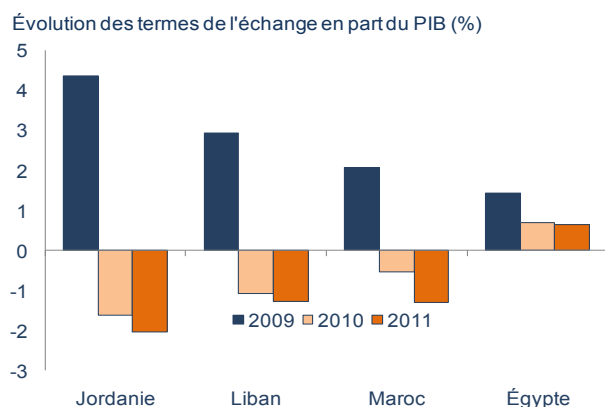
L'évolution des termes de l'échange des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est étroitement liée à l'évolution des prix internationaux et à la composante sous-jacente des matières premières dans le commerce de marchandises. Pour les économies diversifiées, l'impact direct de la première crise alimentaire de 2008 a coûté à ce groupe 2,2 points de PIB (à l'exception de la Jordanie), sur fond de hausse

**Figure MNA.6b L'inflation dans les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est due à la hausse des prix des produits alimentaires importés**



Sources : Banque mondiale; Haver Analytics.

**Figure MNA.7a Plusieurs économies diversifiées connaissent une détérioration des termes de l'échange en 2010-2011**

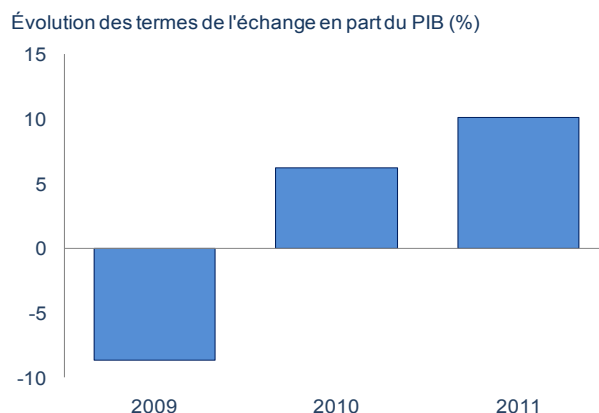


Source : Banque mondiale.

sensible des cours. Mais cette perte fut plus que compensée lors de la récession mondiale de 2009 dans la plupart des pays, avec une baisse des prix du pétrole et des produits alimentaires. En 2010 et 2011, les termes de l'échange devraient se détériorer en Jordanie, au Liban et au Maroc, avec une hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires. Les économies diversifiées dans leur ensemble devraient subir un recul plutôt modéré de 0.8 point de pourcentage de leur PIB en 2010-2011 (figure MNA.7a).

Contrairement à la différenciation des termes de l'échange observée dans le groupe des économies diversifiées, l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région (dont le GCC) a enregistré des gains cumulés de 16.2 % du PIB en 2010-2011, 6.2 % et une forte hausse de 10 % en 2011 et 2012 (figure MNA.7.b). L'augmentation des recettes tirées des hydrocarbures en part de PIB des exportateurs de pétrole en 2011 dépasse celle de la dernière année de boom en 2008, à 42 % contre 40 %. La forte hausse des revenus locaux entraînera ou non une hausse du PIB, cela dépendra de la politique des autorités dans l'environnement actuel, à savoir l'épargne ou la distribution de la manne par l'attribution de subventions. Elle dépendra également du degré d'affectation des nouvelles dépenses aux importations. Les chiffres depuis le début de 2011 suggèrent que

**Figure MNA.7b Les pays exportateurs de pétrole profitent d'une manne de revenus en 2010-2011**



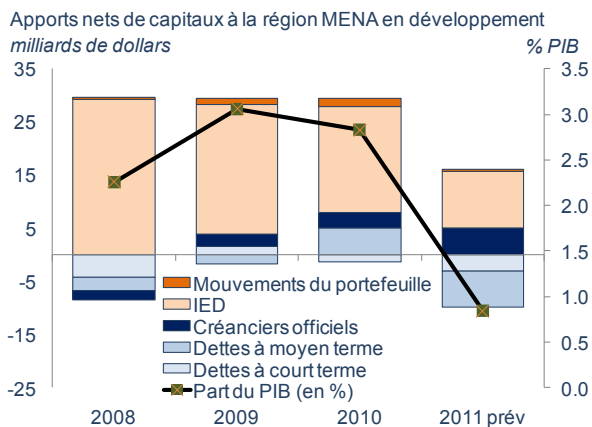
Source: Banque mondiale.

d'importantes proportions de ces fonds seront dépensées au niveau national.

### Les IDE et les flux de portefeuille vers la région devraient fortement diminuer, avec un regain d'aversion pour le risque

Les afflux d'investissements directs étrangers (IDE) vers la région en voie de développement qui proviennent de plus en plus des économies du GCC, ont été une source bienvenue de capitaux frais affectés non seulement au tourisme et aux installations correspondantes mais également à l'industrie (pétrole, gaz et autres), aux services (télécommunications) et à l'immobilier (tableau MNA.2). Les pays

**Figure MNA.8 Les IDE devraient diminuer de moitié, de 20 à 10 milliards USD en 2011**



Source : Banque mondiale.

bénéficiant généralement le plus des IDE ont été l'Égypte, la Tunisie, le Maroc et dans une moindre mesure la Jordanie et le Liban. Lors du pic des volumes en USD de 2008, les IDE représentaient 29,3 milliards USD soit 3,1 % du PIB régional. L'afflux de capitaux vers les pays en développement du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord a formidablement résisté à la récession de 2009 et en 2010 (figure MNA.8), s'élevant à 26 milliards USD en 2009, soit une hausse de 6 milliards USD ou l'équivalent de 0,6 point de PIB. La hausse des autres flux a compensé la perte de 4 milliards d'IDE en 2010, notamment l'émission d'obligations souveraines de la Tunisie et du Liban et l'augmentation des crédits officiels accordés à la région.

Après le début des troubles politiques, la prime d'assurance sur les risques des marchés financiers a augmenté, entraînant des conditions de financement plus strictes pour les emprunteurs publics et privés. Les écarts des swaps de défaut de crédit (CDS) souverains égyptiens ont augmenté de 100 points de base, à 150 points de base en février et mars 2011. Les marchés d'actions ont été durement touchés, de

l'Égypte en passant par Dubaï (EAU) et le Maroc, les indices MSCI en dollars accusant un repli à deux chiffres. La capitalisation boursière égyptienne a chuté de 14,5 % au cours de la semaine, avant la clôture de la bourse le 28 janvier.

Les projections financières de 2011 à 2013 préparées par la Banque mondiale mettent en évidence une forte baisse des flux nets en 2011, suivie, en se basant sur des hypothèses de rééquilibrage progressif des conditions politiques dans la région, d'une reprise plutôt rapide des flux de capitaux jusqu'à revenir à leurs niveaux d'avant la crise d'ici 2013 (tableau MNA.2). En particulier, les IDE ont presque été divisés par deux, passant de 20 à 10.7 milliards USD en 2011, les pays du CCG et les autres investisseurs adoptant un comportement attentiste vis-à-vis des évolutions politiques et économiques. En effet, les pays du GCC, moins affectés par les troubles politiques et stimulés par de nouvelles recettes, pourraient « se replier sur eux-mêmes » pendant un certain temps afin de stimuler la demande intérieure et les investissements dans

**Tableau MNA.2 Flux des capitaux nets vers le Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord**

en milliards USD

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e	2011p	2012p
Balance des comptes courants	34.7	49.5	58.9	68.9	74.2	70.5	-10.8	15.4	68.1	74.2
en % du PIB	8.2	10.2	10.7	10.8	9.6	7.7	-1.1	1.4	5.6	5.7
Flux financiers										
<b>Entrées de capitaux privés et officiels nets</b>	<b>13.5</b>	<b>13.0</b>	<b>19.4</b>	<b>14.4</b>	<b>29.4</b>	<b>21.1</b>	<b>27.8</b>	<b>28.0</b>		
<b>Entrées de capitaux privés nets (actions+dettes)</b>	<b>15.6</b>	<b>16.4</b>	<b>22.4</b>	<b>25.7</b>	<b>28.4</b>	<b>22.9</b>	<b>25.5</b>	<b>25.1</b>	<b>4.1</b>	<b>22.1</b>
..Entrées de capitaux privés nets (% du PIB)	3.7	3.4	4.0	4.0	3.7	2.5	2.7	2.3	0.3	1.7
Entrées nettes en actions	10.2	10.4	19.2	28.2	25.5	29.7	25.6	21.5	11.0	17.9
..Entrées nettes d'IED	10.0	9.7	16.8	27.2	27.6	29.3	24.4	20.1	10.7	17.4
..Entrées nettes de portefeuilles d'actions	0.2	0.7	2.4	1.0	-2.1	0.4	1.2	1.4	0.3	0.5
Entrées nettes de dettes	3.4	2.6	0.2	-13.7	3.9	-8.6	2.2	6.5		
..Créanciers officiels	-2.1	-3.4	-3.0	-11.2	1.1	-1.8	2.3	2.9		
....Banque mondiale	-0.3	-0.6	0.0	-0.8	1.0	-0.3	0.9	1.8		
....FMI	-0.6	-0.5	-0.7	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1		
....Autres institutions officielles	-1.2	-2.3	-2.3	-10.3	0.2	-1.4	1.4	1.2		
..Créanciers privés	5.4	5.9	3.2	-2.5	2.8	-6.8	-0.1	3.6	-6.9	4.2
....Flux nets à moyen-long termes dans les dettes	0.9	2.7	2.9	-1.7	-0.7	-2.7	-1.7	5.0		
.....Obligations	0.7	2.8	2.5	0.8	0.7	-0.8	0.5	2.3		
.....Banques	-0.2	0.0	1.3	-1.3	-0.2	-0.5	-1.2	2.7		
.....Autres flux privés	0.4	0.0	-0.9	-1.2	-1.2	-1.3	-0.9	0.0		
....Flux nets de dettes à court terme	4.6	3.2	0.3	-0.8	3.5	-4.2	1.6	-1.4		
Facteur d'équilibre /a	-25.1	-47.8	-39.3	-45.5	-55.6	-48.2	7.3	-32.0		
Variation des réserves (un chiffre négatif = augmentation)	-23.2	-14.7	-38.9	-37.8	-48.0	-43.4	-24.2	-11.3		
Engagements hors bilan										
Envois de fonds des travailleurs	20.5	23.2	25.1	26.5	32.1	36.0	33.6	35.6	36.9	38.9

Source : Banque mondiale. e = estimations ; p = prévisions.

a/Conjugaison d'erreurs et d'omissions, de transferts à destination des pays en développement et de sorties de capitaux de ces pays.

les infrastructures. Le Gulf Development Program de Bahreïn et d'Oman récemment annoncé pour un montant de 20 milliards USD, témoigne de cette tendance émergente.

L' net privé en 2011 devrait accuser une forte baisse de 83 % à \$4,1 milliards, contre \$28 milliards en 2010, soit une baisse équivalant à 2,1 % du PIB régional. Ensuite, un redressement des IDE devrait permettre aux flux privés de se rapprocher des \$20 milliards de avec de nouvelles opportunités d'investissement dans la région. Manifestement, de nombreuses menaces pèsent sur cette projection. Il faudra peut-être encore du temps avant que l'aversion mondiale et locale envers le risque perçu de la région ne diminue.

### **Les évolutions économiques et la politique au sein des économies diversifiées**<sup>13</sup>

Un meilleur début d'année 2010 et une série suffisamment diversifiée de résultats entre les pays ont été à l'origine d'un recul de seulement 0,3 point de la croissance du PIB du groupe des économies diversifiées par rapport à 2009, contre une progression de 4,5 % en 2010, soit encore 0,4 point de pourcentage en-dessous des prévisions antérieures.

- Jusqu'aux récents événements politiques, l'économie égyptienne affichait de solides signes de reprise depuis la récession mondiale, au cours de laquelle le PIB égyptien a progressé de 4.7 %, contre une hausse de 1.9 % pour l'ensemble des pays en développement. Les dépenses de consommation et la croissance de l'activité dans la construction, le tourisme et les communications ont été les moteurs de la croissance, passée à 5.2 % en 2010. L'Égypte traverse une période plus longue d'incertitude politique, avec des signes naissants début 2011 de perturbations de la production, de creusement des déficits commerciaux, de baisse du tourisme et des transferts d'argent des travailleurs ; les flux d'IDE devraient diminuer fortement. Le taux de chômage, de l'ordre de 9 %, augmentera

en raison des perturbations de l'activité, et du retour de quelques 183 000 ouvriers de Libye.<sup>14</sup> Dans ce contexte, la croissance devrait diminuer fortement à 1 % en 2011.

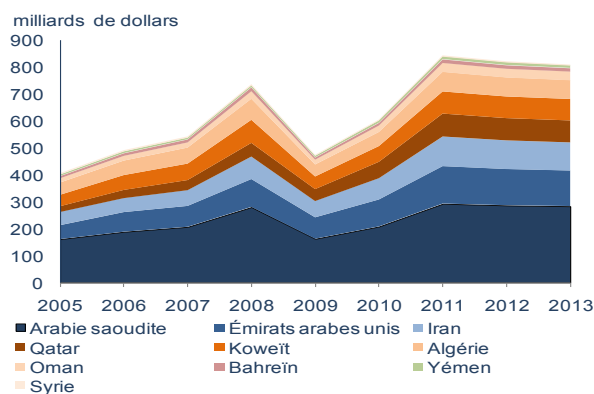
- La révolution tunisienne, la destitution de l'ancien président Ben Ali et la dissolution du parti au pouvoir et du Parlement ont été des développements significatifs. Le PIB devrait être durement touché par la baisse de la production et des services (tourisme), de sorte qu'une croissance de 1.5 % est probable en 2011. Le gouvernement intérimaire a pris des mesures à court terme pour soutenir l'activité et le marché de l'emploi, d'autre part grâce à un plan de 1 milliard USD financé par plusieurs bailleurs de fonds, la situation financière du pays devrait rester gérable.
- En Jordanie, des tensions politiques se font jour alors que la reprise économique reste faible. Une croissance du PIB de 3.1 % a caractérisé l'année 2010, en raison d'une consommation atone et d'une chute des investissements publics. En février, Moody's et S&P ont abaissé la notation de la dette de la Jordanie, relevant le coût du capital pour le Royaume. Afin d'apaiser les tensions sociales, le Roi a mené des initiatives contre la corruption et en faveur d'une meilleure gouvernance, et le gouvernement a augmenté les dépenses sociales et les subventions de l'ordre de 2,1 % du PIB. Au Liban, le gouvernement d'unité nationale formé en novembre 2010 a été dissous le 12 janvier 2011, bloquant toute décision politique. Pourtant l'économie a progressé à un rythme rapide de 7 % en 2010, à la faveur de la demande intérieure stimulée par l'afflux de capitaux étrangers. Un risque clé est la possible réapparition de divisions politiques traditionnelles au Liban sur fonds de troubles au sein de la région en 2011.
- Au Maroc, le Roi a annoncé de possibles réformes constitutionnelles et politiques importantes en réponse à une série de protestations populaires dans plus de 52 villes à la fin février 2011. Les propositions annoncées semblent être insuffisantes au vu des exigences du mouvement de la jeunesse

mais sont soutenues par les partis politiques. Les perspectives économiques restent généralement favorables, dans un contexte macroéconomique et financier durable. La croissance du PIB pourrait se redresser en 2011 grâce à la progression de la demande intérieure en partie stimulée par une hausse des subventions des carburants et des produits alimentaires.

### La manne des exportateurs de pétrole éclipse celle de 2007 et de 2008

Les pays en développement du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, et les pays exportateurs de pétrole du CCG<sup>15</sup> semblent pouvoir éclipser la manne des hydrocarbures de 2007/2008 au cours de l'année 2011 (figure MNA.9). La hausse cumulée des recettes des exportations de pétrole en 2010 et 2011 s'élève à 370 milliards USD, soit 37 % du PIB des exportateurs de pétrole, avec des revenus totaux qui devraient atteindre un pic de 845 milliards USD en 2011. Plusieurs grands exportateurs (comme l'Arabie Saoudite) ont commencé à accroître légèrement leur production afin de compenser le déficit du pétrole brut libyen. Conjuguée à la hausse de 36 % des prix du pétrole brut sur l'année les recettes des exportations devraient augmenter de 85 milliards USD pour l'Arabie Saoudite et de 10 milliards USD pour Oman. Le résultat

**Figure MNA.9 Les revenus pétroliers du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont progressé de 370 milliards USD sur 2010-2011**



Sources : Base de données COMTRADE de la Banque mondiale et de l'Agence internationale de l'énergie.

consolidé contraste avec les recettes record de 735 milliards USD en 2008 et la constitution d'un matelas de 245 milliards USD dans l'intervalle 2007-2008.

Dans la région, une hausse aussi exceptionnelle des recettes des exportateurs de pétrole offre aux autorités les moyens d'accroître les dépenses dans divers secteurs afin d'atténuer le risque de contestations et de troubles sociaux. À titre d'exemple, l'Arabie Saoudite s'est engagée à fournir aux saoudiens sans emploi un soutien financier pendant un an, aidant sa population jeune à faire face à un chômage structurel élevé. Le gouvernement saoudien a appliqué ces consignes pour un coût total 135 milliards de riyals saoudiens (36 milliards USD) pendant la première année, atteignant un total de 100 milliards sur 10 ans.

### Les pays en voie de développement exportateurs de pétrole font face à des défis économiques et sociaux dans un contexte internationale globalement favorable

Le groupe des pays en développement exportateurs de pétrole de la région (Algérie, Iran, Syrie et Yémen) forment un groupe de pays secoués par des protestations politiques et/ou des formes de répression de la part des autorités, d'une intensité variable (de la forme la plus radicale au Yémen et en Syrie jusqu'à une insatisfaction populaire latente en Iran et dans une moindre mesure en Algérie). La croissance de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole a décliné de 2.2 % en 2009 à 1.5 % en 2010. La croissance de ce groupe a varié de 1 % en Iran à 3.3 % en Algérie. Le Yémen a fait exception, dans la mesure où le lancement prochain d'un train de liquéfaction du gaz naturel a accéléré la croissance du PIB à 8 % sur l'année. La croissance du PIB des pays membres de l'OPEP a pâti des contraintes de production des hydrocarbures afin d'atteindre les objectifs de cours, mais elle a bénéficié de la croissance soutenue du PIB hors pétrole. L'ensemble des exportateurs de pétrole a bénéficié de la progression de 28 % des cours du pétrole en 2010 (à 79 USD/baril contre 62 USD/baril en

2009).<sup>16</sup>

- Bien que les protestations en Algérie ne se soient pas transformées en mouvements révolutionnaires comparables à ceux de certains pays voisins, les exportations algériennes de pétrole brut et de gaz naturel, prévues à 72 milliards en 2011, restent vulnérables face aux troubles politiques qui peuvent perturber les expéditions. La croissance du PIB en 2010 a été imputable à la légère progression du secteur pétrolier et à la croissance hors pétrole d'environ 5,3 %, témoignant de solides effets multiplicateurs associés aux grands programmes d'infrastructures publiques. Les autorités ont atténué l'éventualité de troubles en augmentant les subventions des produits alimentaires et des microcrédits en

augmentant les recrutements dans le secteur public et en promettant des emplois plus durables dans d'autres secteurs de l'économie. Si les dépenses ont exercé une pression sur la situation budgétaire, les nouvelles recettes pétrolières devraient plus que les compenser à court terme. Dans la mesure où l'OPEP devrait accroître sa production au cours des prochaines années, l'Algérie devrait être bien placée pour participer pleinement aux marchés de l'énergie, tout en conservant une demande intérieure dynamique.

- La récente progression des troubles au Moyen-Orient semble avoir brièvement revigoré le "Mouvement vert" iranien, mais son impact n'a pas été significatif sur l'économie, les protestations ayant été

**Tableau MNA.3 Prévisions pour les pays du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord**

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) □

	98-07 <sup>a</sup>	2008	2009	Estimations	Prévisions		
				2010	2011	2012	2013
<b>Algérie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	3.5	2.4	2.4	3.3	3.7	3.6	3.5
Solde courant, en % du PIB	28.9	20.0	0.3	9.4	17.8	17.4	12.0
<b>Égypte, Rép. arabe d'</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	4.3	7.2	4.7	5.2	1.0	3.5	5.0
Solde courant, en % du PIB	0.9	-0.9	-2.3	-2.0	-2.9	-2.4	-2.0
<b>Iran, Rép. islamique d'</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	4.9	1.0	0.1	1.0	0.0	3.0	3.0
Solde courant, en % du PIB	10.3	15.7	4.2	6.0	14.5	14.0	12.0
<b>Jordanie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	5.6	7.6	2.3	3.1	3.5	4.0	5.0
Solde courant, en % du PIB	-2.3	-9.6	-5.1	-4.3	-8.0	-6.8	-6.0
<b>Liban</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	2.8	9.3	8.5	7.0	4.8	5.0	6.0
Solde courant, en % du PIB	-17.5	-13.7	-21.5	-15.4	-15.6	-15.6	-15.0
<b>Maroc</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	3.7	5.6	4.9	3.3	4.4	4.5	5.0
Solde courant, en % du PIB	1.4	-5.2	-5.0	-4.2	-4.0	-3.5	-3.0
<b>République arabe syrienne</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	2.9	4.5	6.0	3.2	1.7	3.0	3.0
Solde courant, en % du PIB	3.0	0.3	-5.7	-4.4	-5.3	-4.8	-4.5
<b>Tunisie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	4.5	4.5	3.1	3.7	1.5	3.5	4.5
Solde courant, en % du PIB	-2.8	-3.8	-2.9	-4.8	-6.2	-4.0	-3.8
<b>Yémen, Rép. du</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>b</sup>	3.5	3.6	3.9	8.0	3.0	4.0	4.0
Solde courant, en % du PIB	2.5	-4.6	-10.7	-4.4	-4.0	-4.0	-3.4

Source : Banque mondiale.

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment mises à jour sur la base d'informations nouvelles et de l'évolution de la conjoncture mondiale. Les projections ici présentées peuvent de ce fait s'écarter de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si ses évaluations fondamentales des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon notable à un moment donné.

Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour Djibouti, l'Irak, la Libye et la Cisjordanie et Gaza.

a. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

b. PIB en dollars constants de 2005.

rapidement étouffées. En dépit de l'amélioration des marchés mondiaux du pétrole, la croissance iranienne a ralenti au cours des deux dernières années, suite à important durcissement de la politique monétaire à la mi-2008, qui a entraîné un ralentissement de la croissance en 2009, à un programme de réforme des subventions de grande ampleur entré en vigueur en décembre 2010 et des effets de la 4ème vague de sanctions internationales contre l'Iran. Le PIB a enregistré une maigre croissance de 0,1 % en 2009 et est resté atone à 1 % en 2010, d'après des estimations. Le budget approuvé de 2011 prévoit un grand plan de relance budgétaire qui augmentera considérablement les dépenses budgétaires, de l'ordre de 46 %, afin de compenser les réformes des subventions et les sanctions ce qui accroîtra la pression d'une inflation déjà galopante.

- La Syrie (plus récemment) et le Yémen ont rejoint la Libye en matière de protestations populaires et de violentes répressions par les autorités de la région. Les évolutions économiques devraient passer au second plan tant qu'une forme de résolution n'est pas trouvée contre la violence et la guerre civile au Yémen, et à la répression des autorités syriennes. Aucun de ces pays n'est un grand exportateur de pétrole brut (environ 4 milliards USD pour la Syrie) et le Yémen vient juste de commencer à produire et à exporter du gaz, pour un total de 6,7 milliards USD en 2010.

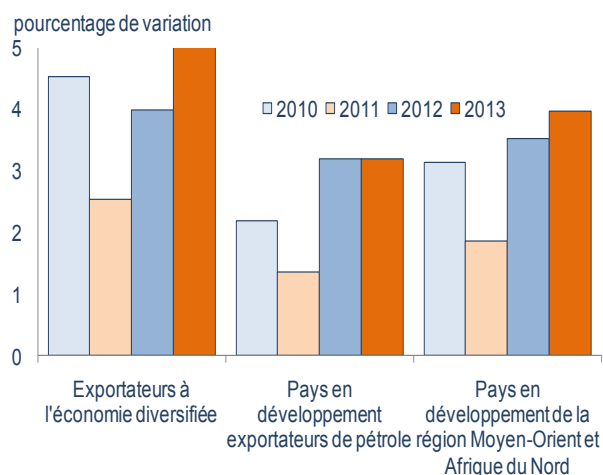
### Perspectives à moyen terme

Les évolutions politiques et économiques de la région devraient entraîner une perturbation moindre de l'activité économique dans les économies exportatrices de pétrole les moins exposées à des troubles et à des exigences réformistes très vives. En outre, l'environnement international a favorisé les exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, avec des termes de l'échange évoluant en la défaveur des importateurs de pétrole de la région mais s'intensifiant pour tous les pays en raison de la hausse des prix internationaux des céréales.

Comme indiqué dans la figure MNA.10, le résultat net de ces évolutions régionales et internationales correspond à une forte compression de la croissance du PIB pour l'ensemble des pays en développement de la région avec un recul de 1.2 point de pourcentage entre 2010 et 2011 pour atteindre 1.9 %. Le repli de la croissance des exportateurs de pétrole (0,7 point sur l'année) à 1.5 % s'ajoute au recul net des économies diversifiées (1.9 points), dominé par la révision à la baisse des projections antérieures à la « révolution sociale » de plusieurs pays (figure MNA.1 précédent). Les économies diversifiées devraient dans l'ensemble passer d'une croissance de 4.5 % en 2010 à 2.6 % en 2011.

Les différences entre les balances des paiements courants des groupes en 2011 sont présentées dans le tableau MNA.3; avec les excédents des exportateurs de pétrole progressant de 5.4 à 12.6 % du PIB entre 2010 et 2011, contre des déficits accrus d'environ 0.8 point pour les économies diversifiées à 4.8 % du PIB. Concernant la situation budgétaire, les déficits ont augmenté de plus de 7 % du PIB pour les exportateurs diversifiés compte tenu de la baisse des recettes publiques associées au repli du tourisme et à la hausse possible des subventions pour couvrir l'augmentation des prix des produits alimentaires et du carburant ; pour les

**Figure MNA.10 La croissance revient à 4 % d'ici 2013 dans les hypothèses optimistes**



Source : Banque mondiale.

pays en développement exportateurs de pétrole, les déficits publics ont diminué de 1.7 point à 0.5 % du PIB.

Les transitions politiques et économiques joueront un rôle prépondérant dans les perspectives économiques. Dans l'hypothèse d'une sorte de « normalisation », un redressement de la demande intérieure semble possible, tout comme la capacité des pays à participer à un rebond de l'activité internationale par le commerce de marchandises, le tourisme et les flux d'investissement. Sur ces bases, les prévisions de croissance du PIB de 2012 et 2013 sont modérément optimistes pour la région en voie de développement, mais cependant inférieures aux prévisions antérieures au "Printemps arabe", respectivement à 3.8 et 4.1 %.

La croissance régionale au cours de cette période devrait être entraînée par les économies diversifiées (4.2 et 5.1)% sur la période), à la faveur d'une progression de 5 % en Égypte en 2013 et par une amélioration de la performance du PIB au Maroc, en Jordanie, au Liban et en Tunisie avec des taux de croissance similaires. La demande nationale contribue à 8 points de croissance sur cette période, les exportations nettes étant influencées par un rattrapage de la demande d'importations pesant sur la croissance d'environ 3.5 points de pourcentage. Les exportateurs de pétrole en voie de développement ont également enregistré un redressement plus modéré de la croissance à 3.4 % en 2012 et 2013, stimulé par les programmes de dépenses publiques en Algérie et en Iran. Dans la mesure où les cours du pétrole tendent vers une légère baisse progressive pendant la période, les excédents de la balance des paiements courants du groupe diminueront de 11 % du PIB en 2010 à 8.5 % en 2013, partiellement imputable à la croissance soutenue des importations liée aux grands programmes d'infrastructures et de développement social.

## **Risques**

Parmi les nombreux défis auxquels fait face la région à ce stade critique figurent les différences

importantes dans les choix politiques et économiques possibles résultant de la série de mouvements réformistes et des réponses divergentes des autorités en 2011, des scénarios de recul de la croissance imputable à des réformes insuffisantes ou inefficaces, à des scénarios de croissance soutenue liée à des changements profonds et rapides. Les résultats de ces évolutions au Moyen Orient et en Afrique du Nord auront des conséquences qui s'étendront bien au-delà des frontières géographiques de la zone. En effet, le marché du pétrole pourrait (d'après nous) agir comme canal puissant de transmission vers l'économie mondiale.

La crise budgétaire actuelle de la zone euro présente un risque externe pour la région. Si elle se poursuit ou si elle s'intensifie, elle implique une période d'exportations et de croissance inférieures à la moyenne au sein des économies du Maghreb. En outre, si les risques concernant la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord se sont accentués en raison de craintes concernant la sécurité et d'autres questionnements, le risque de diminution de l'activité touristiques depuis l'Europe occidentale pendant une longue période suscite des craintes.

Si les cours du pétrole demeurent élevés pendant une période prolongée, l'émergence de nouvelles sources d'énergie (accessibles à des prix du baril de pétrole à plus de 100 dollars), telles que l'énergie solaire ou thermique des mers, les sables bitumeux canadiens, les gaz de schiste américains et l'amélioration des techniques de récupération assistée du pétrole pourraient exercer des pressions concurrentielles plus rapides que prévu sur les exportations d'hydrocarbures au moyen et au long terme.

## **Notes :**

1. Perspectives économiques mondiales : « *Navigating Strong Currents* ». La Banque Mondiale Janvier 2011. Internet "Sustaining the Recovery and Looking Beyond", A Regional Economic Outlook. Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. La Banque Mondiale, mars 2011.

2. Les pays à revenu faible et moyen de la région repris dans le présent rapport sont l'Algérie, la République Arabe d'Égypte, la République Islamique d'Iran, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la République Arabe Syrienne, la Tunisie et le Yémen. Les données ont été insuffisantes pour inclure Djibouti, l'Irak, la Libye, la Cisjordanie et Gaza. Les économies à revenu élevé reprises dans le présent document sont le Bahreïn, le Koweït, Oman et l'Arabie Saoudite. Les données ont été insuffisantes pour inclure le Qatar et les Émirats Arabes Unis. Le groupe de pays en voie de développement exportateurs de pétrole inclut l'Algérie, la République Islamique d'Iran, la République Arabe Syrienne et le Yémen. Les économies diversifiées de la région (importateurs de pétrole) peuvent être segmentées en deux groupes : ceux qui entretiennent des liens étroits avec le GCC (Jordanie et Liban) et ceux avec l'UE (La République Arabe d'Égypte, le Maroc et la Tunisie).
3. Voir "Middle East and North Africa Economic Recovery Weakened in the Midst of Arab Uprisings", A Regional Economic Update. Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. La Banque Mondiale Avril 2011.
4. Voir Arab World Brief : Shamshad Akhtar. Vice-Président, La Banque Mondiale, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Février 2011.
5. Les types de taux de croissance abordés dans cette section et dans le rapport, et figurant dans les chiffres l'accompagnant varient d'une simple variation en pourcentage en variation annuelle :  $gy/y = ((X_t/X_{t-12}) - 1) * 100$ ; à un taux lissé en variation annuelle, qui permet d'égaliser la volatilité afin de souligner les tendances sous-jacentes  $sgr = (((\text{average}(X_{t-2}:X_t) / \text{average}(X_{t-14}:X_{t-12})) - 1) * 100)$ , à un taux annuel de saisonnalité (saar) qui annualise (à savoir multiplie ou augmente à la puissance 4) la relation entre les moyennes consécutives à 3 mois afin d'obtenir une image plus claire des tendances les plus récentes.  $saar = (((\text{moyenne}(X_{t-2}:X_t) / (\text{moyenne}(X_{t-5}:X_{t-3}))^{**4} - 1) * 100$ .
6. Voir 'World Tourism Impact Data'. World Travel & Tourism Council (WTTC). Londres. 2011. [www.wttc.org](http://www.wttc.org) pour obtenir les définitions des impacts "directs, indirects et induits" du tourisme sur l'économie nationale. 'UNWTO World Tourism Barometer'. Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies. Madrid. Avril 2011.
7. Projections préliminaires de La Banque Mondiale. Unité de Réduction de la Pauvreté et de Gestion Économique du Moyen Orient et d'Afrique du Nord. Mai 2011.
8. Les transferts d'argent des travailleurs présentés dans ce rapport sont fournis par l'Unité Migration et Transferts d'argent de la Banque mondiale (DEC/PREM). La définition des "transferts d'argent" fournie par l'Unité diffère de celle de l'établissement de la Balance des paiements (BDP) du FMI : en particulier, au poste de transferts BDP "transferts des ouvriers" sont ajoutés les postes de revenus des facteurs BDP "rémunération des employés" et "transferts des migrants" (dans les colonnes crédit et débit). Les données sont fournies en tant que recettes brutes (crédit) ou de paiements (débit) et présentées en dollars américains sur une année civile.
9. Voir 'Migration and Remittances Factbook 2011'. La Banque Mondiale. Unité de Migration et de Transferts d'argent. Novembre 2010.
10. Le cours moyen du pétrole brut de la Banque mondiale est une moyenne simple des pétroles de référence Brent, Dubaï et WTI.
11. Middle East and North Africa 'Knowledge and Learning Note'. Numéro 38. La Banque Mondiale. Direction Moyen-Orient et Afrique du Nord Mars 2011.
12. A noter que le cours élevé du sucre sur les marchés mondiaux a conduit les producteurs brésiliens de sucre de canne à réorienter leur

production d'éthanol vers le marché du sucre raffiné. En effet, le Brésil importe aujourd'hui de l'éthanol des États-Unis comme additif aux carburants locaux.

13. 'Economic Monitoring Notes'. La Banque Mondiale. Direction Moyen-Orient et Afrique du Nord Printemps 2011.
14. Au 14 mars 2011.
15. Le groupe est composé de tous les membres du GCC (Qatar et EAU), l'Algérie, l'Iran, la Syrie et le Yémen. Les données sur l'Irak et la Libye ne sont pas disponibles pour cette période.
16. Exprimé comme le cours moyen de la Banque Mondiale.